

Bureau du 4 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre décembre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président

BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente

COLOMER Gérard

DENNE Jean-Claude

Absents/excusés :

CHESEL Pascal, 3^{ème} Vice-président

DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente

TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 27 novembre 2024

Point n°5– Demande de subvention pour les opérations du plan de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat,

Vu la délibération D8_MARS23 du 30 mars 2023 du comité syndical du SIAC, approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,

Vu les délibérations respectives de la CCHC et de la CCPEVA transférant la compétence GeMAPI au SIAC et plus particulièrement les missions de l'item 8 de l'article L211-7 du code de l'environnement ;

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu l'avenant n°1 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020 et signé le 9 juillet 2020 à Marin pour la seconde partie 2020-2022,

Vu le projet d'avenant n°2 au contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique validé par la délibération D17_DEC22 du 8 décembre 2022 permettant de proroger la durée du contrat de rivières jusqu'au 30 juin 2024,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors des avenants n°1 et n°2,

Considérant l'engagement des partenaires financiers sur le financement des actions du programme de ce contrat de rivières,

Considérant la fiche action B1-7 « Restauration et entretien des boisements de berges » du volet B1 du contrat de rivières,

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée les précédentes demandes de subvention relatives à la gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Lors de la mise en œuvre du contrat de rivières, des subventions de nos partenaires de ce contrat ont permis, en effet, de financer :

- l'élaboration du plan de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant et de sa DIG d'un montant de 93 238 € HT, aidé à 80 % ;
- la réalisation d'opérations d'urgence sur les boisements de berge et les bois morts dans le lit des rivières d'un montant prévisionnel de 150 000 € HT, aidées à 70 % (dans l'attente du plan de gestion) ;

Le plan de gestion de la végétation rivulaire approuvé prévoit la mise en œuvre d'opérations préventives sur la végétation sur une durée de 15 ans avec une première phase de restauration d'une ripisylve fonctionnelle adaptée (phase de restauration indispensable justifiée par une carence d'entretien des cours d'eaux par la majeure partie des propriétaires riverains durant les dernières décennies), puis une phase d'entretien régulier afin de maintenir l'état souhaité de la ripisylve restaurée.

Soit une dépense prévisionnelle de 2 600 000 € HT sur 15 ans, répartie de la manière suivante :

- étape de restauration pour retrouver un état convenable de la végétation sur 6 ans dont les coûts sont estimés à environ 1 300 000 € HT ;
- étape d'entretien pour maintenir l'état souhaité de la végétation sur 14 ans dont les coûts sont estimés à environ 1 300 000 € HT (700 000 € TH sur les 10 ans de la durée de la DIG).

Aujourd'hui, il convient donc de lancer la mise en œuvre des opérations de cette première phase de restauration du plan de gestion de la végétation rivulaire des principaux cours d'eaux du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique (linéaire de 160 km). Une consultation pour un accord-cadre permettant de sélectionner un prestataire pour ces opérations a été réalisée pour un montant maximum de commande de 600 000 € HT sur les trois prochaines années.

En tenant compte des subventions déjà attribuées précédemment par nos partenaires, il est prévu ainsi de réaliser une demande d'aides à nos partenaires financiers sur un montant prévisionnel de 500 000 € HT.

Les enjeux de ces opérations de gestion de la végétation rivulaire (boisements et bois morts) sont :

- Enjeux de restauration d'une ripisylve fonctionnelle en bon état adaptée aux cours d'eaux ;
- Enjeux de protection des biens et des personnes (infrastructures, gestion des écoulements, état des boisements, gestion du bois mort, sécurisation de la pratique des sports d'eau vive, éviter les érosions...) ;
- Enjeux liés au maintien du patrimoine naturel notamment avec la conservation de certains embâcles de bois morts afin de préserver les espèces et leurs habitats (restauration/maintien d'un corridor fonctionnel, diversification des habitats, ...).

Les interventions projetées ont pour objet de réduire les risques hydrauliques liés à la végétation rivulaire sur le bassin versant tout en maintenant un bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

La restauration de la ripisylve des cours d'eau vise à avoir un équilibre durable entre la gestion du risque d'inondations et la préservation des fonctionnalités des milieux naturels aquatiques et rivulaires. Les travaux consistent à traiter de manière sélective la végétation rivulaire quand cela est jugé nécessaire.

Les travaux à réaliser porteront essentiellement sur :

- l'intervention sélective sur des arbres penchés, dépérissant ou fortement inclinés présentant un danger pour la tenue des berges, pour la sécurité des utilisateurs de la rivière ou pour l'écoulement des eaux ;
- la diversification des espèces, des classes d'âge et des tailles des boisements de berge ;
- l'extraction des embâcles de bois morts sans intérêts écologiques présentant un obstacle majeur à l'écoulement de l'eau dans les zones à enjeux ;

- le maintien des embâcles, bois morts, arbres morts sur pieds, souches et intérêts écologiques pour la faune et la flore ;
- la suppression des individus gênant les écoulements ou provoquant des érosions dans des secteurs à enjeux.

Considérant les taux prévisionnels de subvention précédents estimés dans la fiche action B1-7 du contrat de rivières, le plan de financement proposé pour la réalisation de ces interventions de restauration de la ripisylve du bassin versant des Dranses et de l’Est lémanique est le suivant :

	Coûts prévisionnels et subventions estimées (en € HT)						
	Montant	Agence Eau		CD 74		Autofinancement	
		Taux subv	montant	Taux subv	montant	Taux	montant
Mise en œuvre des opérations du plan de gestion de la végétation rivulaire : phase 1 de restauration d’une ripisylve fonctionnelle en bon état	500 000	30%	150 000	40%	200 000	30%	150 000
TOTAL € HT	500 000	30%	150 000	40%	200 000	30%	150 000
TOTAL € TTC	600 000	30%	180 000	40%	240 000	30%	180 000

Après en avoir débattu, Le Bureau Syndical du SIAC :

- AUTORISE** la Présidente à solliciter les différents partenaires financiers, notamment l’Agence de l’Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) et le Conseil Départemental de la Haute-Savoie, pour financer l’opération précisée ci-dessus,
- AUTORISE** la Présidente à réaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l’obtention des financements.

Le secrétaire de séance,



Gil THOMAS



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2024 et affichage le / /2024

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.